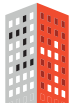


1 immeuble 1 œuvre

La Charte



L'art et l'architecture ont toujours été intimement liés. De très nombreux bâtiments publics, de toutes les époques, comprennent des œuvres artistiques, qui en sont indissociables. Mais, l'intervention artistique n'est pas réservée à la construction publique. De très nombreuses œuvres d'art sont aussi présentes dans les bâtiments privés, lieux de travail ou lieux d'habitation, que les immeubles soient de construction récente ou plus ancienne.

Le recours aux artistes et à leurs œuvres dans la construction publique et privée s'effectue toujours dans l'objectif d'améliorer la qualité de vie des occupants et des visiteurs. Il donne la possibilité, pour le plus grand nombre, de vivre et de travailler avec une œuvre d'art.

L'intervention artistique s'insère au sein des différentes « démarches qualité » que les entreprises, les maîtres d'ouvrage et les maîtres d'œuvre engagent depuis de nombreuses années pour la conception et la construction de leurs immeubles.

Ainsi,

convaincus que le recours à des artistes s'inscrit, pour les promoteurs et les constructeurs, dans l'objectif de proposer des immeubles qui offrent une grande qualité de vie ;

certaines que les œuvres d'art favorisent les échanges intergénérationnels et entre les personnes, quels que soient leur milieu, leur niveau d'éducation ou leur catégorie sociale ;

souhaitant que les œuvres d'art dans les immeubles, et notamment dans les parties communes ou ouvertes au public, soient l'occasion et la chance de familiariser le plus grand nombre avec des langages nouveaux et une incitation à accepter l'altérité ;

confiants dans la capacité des artistes à répondre aux différents types de commandes qui peuvent leur être proposées et à prendre en compte les contraintes propres à chaque situation de construction ;

considérant que la très grande diversité des pratiques artistiques contemporaines permet d'envisager des interventions artistiques adaptées à l'ensemble des situations de construction et d'usage ;

désireux de soutenir la scène artistique française et la création contemporaine ;

Je, soussigné/e

.....

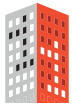
représentant

.....

en qualité de

.....

signe la charte « 1 immeuble, 1 œuvre » et m'engage solennellement à :



- Article 1** faire appel à un artiste vivant, par commande ou achat d'une œuvre existante, pour les immeubles ou les programmes d'immeubles que nous mettons en œuvre ;
- Article 2** à respecter l'ensemble des droits de propriété littéraire et artistique en vigueur, patrimoniaux et moral relatifs à l'immeuble et à l'œuvre commandée ou acquise et, notamment, à élaborer et mettre en œuvre un protocole de conservation préventive de l'œuvre réalisée et, le cas échéant, de restauration, en concertation avec l'artiste, dans le respect de son droit moral ;
- Article 3** à prendre en charge les coûts de production, d'installation de l'œuvre commandée et à veiller à une juste rémunération de l'artiste (étude, conception, réalisation) ainsi que des prestations connexes (communication, promotion, etc.), dans le respect de la réglementation fiscale et sociale en vigueur ;
- Article 4** à prendre en compte, les critères de professionnalité des artistes et de qualité des œuvres ;
- Article 5** dans le cas où l'artiste est représenté(e) par une galerie, à associer la galerie au projet, ou tout autre représentant de l'artiste ;
- Article 6** dans le cas où l'entreprise délègue sa commande artistique à un intermédiaire, à vérifier que celui-ci respecte l'ensemble des règles de la présente charte.
- Article 7** Les commanditaires et propriétaires des œuvres réalisées dans le cadre du programme « 1 immeuble, 1 œuvre » demeurent entièrement maîtres et responsables de la commande, avant, pendant et après la réalisation de l'œuvre. Aucune responsabilité ne peut être recherchée vers les signataires de la présente charte, ni vers le ministère de la Culture.
Chaque commanditaire assume les obligations et jouit des prérogatives liées à sa commande. Chaque acheteur assume les obligations et jouit des prérogatives liées à son achat.
- Article 8** Les entreprises qui souhaitent se désengager du programme « 1 immeuble, 1 œuvre » le signalent par courrier recommandé au président du comité des membres fondateurs et au ministre de la Culture. Ce désengagement est immédiat.

Fait à

le



Pour sa part le ministère de la Culture s'engage à :

- Article 9** constituer avec les membres fondateurs ou leur représentant le comité des membres fondateurs participant au programme « 1 immeuble, 1 œuvre » et respectant la charte. Ce comité est constitué des représentants des membres fondateurs signataires de la charte, membres de droit, de deux représentants du ministère de la Culture et d'un représentant de la Fédération des Promoteurs Immobiliers de France (FPI France). Le comité est présidé par l'un des deux représentants du ministère de la Culture.
- Article 10** constituer le comité du prix « 1 immeuble, 1 œuvre ». Ce comité est constitué de deux représentants du ministère de la Culture, d'un représentant de la Fédération des Promoteurs Immobiliers de France (FPI France), d'un représentant du Comité Professionnel des Galeries d'Art (CPGA), d'un artiste, d'un architecte, de trois personnalités qualifiées dans le domaine des arts plastiques choisies par le ministre de la Culture et d'un architecte ou urbaniste proposé par la Fédération des Promoteurs Immobiliers de France (FPI France) au ministre de la Culture. Le comité est présidé par l'une des trois personnalités qualifiées. Ce comité désignera les lauréats du prix 1 immeuble, 1 œuvre. Le mandat des personnalités qualifiées est d'une durée de deux ans renouvelable une fois.
- Article 11** organiser dans un lieu culturel un événement de présentation et de valorisation des œuvres réalisées dans le cadre du programme « 1 immeuble, 1 œuvre » ;
- Article 12** réaliser et maintenir un site internet présentant les œuvres réalisées au sein de ce programme ;
- Article 13** mobiliser, à la demande des entreprises commanditaires, l'expertise du ministère de la Culture, en administration centrale et dans les services déconcentrés, tant sur le plan artistique, juridique qu'en matière de mécénat ;
- Article 14** désigner un service référent du programme « 1 immeuble, 1 œuvre » au sein de l'administration centrale du ministère de la Culture, qui en assure le suivi opérationnel ;
- Article 15** décerner les prix « 1 immeuble, 1 œuvre ».

Les signataires, conjointement avec le ministère de la Culture mandatent le comité des membres fondateurs pour :

- Article 16** retirer, après vote à une majorité qualifiée des deux tiers, la qualité de membre du programme « 1 immeuble, 1 œuvre », s'il considère que l'esprit de la charte « 1 immeuble, 1 œuvre » n'est pas respecté.